

seront tenus responsables.

### **Les rachats**

Les travailleurs de l'UNICEF ont indiqué que rien ne prouve que « les rachats » contribuent en réalité à alimenter le problème des enlèvements, peu importe que les rachats en question soient réels ou « montés ». Plusieurs informateurs nous ont signalé divers scénarios faisant appel à des rachats « montés ». Dans certains cas, on prétend que les représentants du SPLM participent aux arrangements de ces échanges, en s'habillant comme des marchands d'esclaves arabes. Les profits serviraient à appuyer le SPLM, à acheter des armes et des munitions et même à édifier une base de pouvoir opposée à John Garang, ce qui aurait, dit-on, entraîné une dissension au sein du SPLM/A, parce que ceux qui s'opposent, y compris Garang, sont réticents à en parler publiquement de peur de faire éclater le mouvement rebelle. Il peut parfois arriver qu'un « groupe de racheteurs » soit induit en erreur en toute bonne foi, mais d'autres groupes peuvent s'employer activement à lever des fonds pour le SPLM/A et avoir délibérément recours « aux rachats d'esclaves » comme tactique pour obtenir des dons de la part des Occidentaux.

Nous avons rencontré un témoin oculaire qui nous a affirmé avoir observé une séance de rachat « montée », et ce témoignage recoupe d'autres rapports que nous avons reçus d'une variété de sources crédibles.

Il est intéressant de mentionner que même l'UNICEF a été accusé d'avoir participé à des rachats montés d'enfants enlevés et se trouvant dans des camps de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Ces accusations obligent l'UNICEF à s'assurer qu'il s'appuie sur une documentation appropriée, et on espère que la CSI et d'autres organisations comprennent l'importance de cet aspect du conflit.

### **Certaines conclusions**

On rapporte que le gouverneur, ou Wali, de Bahr el-Ghazal, aurait dit franchement à une délégation de parlementaires allemands que bien qu'il soit le gouverneur et le chef de la sécurité, ses décisions ne sont que théoriques - l'Armée soudanaise et la sécurité font ce qu'elles veulent.

Nous ne saurions dire ce que ces institutions de l'État veulent, mais il reste que le fait que les auteurs de raids arabes sèment la terreur dans les villes dinkas de la région de Bahr el-Ghazal montre que le Soudan, un État en guerre, est incapable d'assurer la sécurité humaine de ses citoyens ou qu'il s'agit d'une stratégie de guerre, par laquelle on refuse délibérément d'appliquer le droit humanitaire à un conflit interne qui serait enraciné dans un dédain culturel à l'égard des Dinkas de la part de l'élite arabe, laquelle ne peut se faire à l'idée ou admettre devant les autres qu'il se passe chez elle quelque chose qui s'apparente de près à de l'esclavage et ferme honteusement et collectivement les yeux.